

J'accuse... !

J'accuse la prétendue « réforme des retraites » d'être l'application française de la rigueur européenne.

J'accuse le ministre Woerth de spéculation sociale et de manipulation de l'opinion. Le projet qu'il cache, ourdi dans les caves de l'Elysée et dans les sous-sols du Medef, porte en lui la destruction du système solidaire de la retraite. Le ministre Woerth spéculé sur des 63 ou 64 ans, en fait il escompte mener le système au bord du gouffre pour atteindre son but réel, la capitalisation intégrale. A l'heure des hoquets permanents du système financier, il lui est difficile d'en défendre le contenu. Mais, patient et tapis derrière ce mot vide de sens, « réforme », il continue l'entreprise de destruction de la solidarité sociale.

Spéculation encore et ouverte cette fois, le ministre Woerth fonde son projet sur le chômage, à l'inverse de la retraite sociale, qui s'adossait au plein emploi. Les emplois sont détruits en masse et non créés, ni pour les jeunes ni pour ce qu'il appelle les seniors. Voilà l'argument démographique qui sombre comme le système financier international.

Woerth, ministre d'une république réduite au marché financier, manipule l'opinion. Il attend son heure, dans les jours qui viennent, pour divulguer son attentat. Abusant de la naïveté de fonctionnaires se croyant épargnés et se réveillant soudain ponctionnés, Woerth pratique l'esquive de la négociation sociale au profit de la propagande libérale. L'opinion, endormie par l'assurance d'une réforme « progressive » est abusée par les docteurs es-communication d'un gouvernement réduit aux secrétaires du président. Songez que 26 millions d'actifs et des millions retraités remettent en ce moment leur sort à une poignée d'hommes évitant d'énoncer clairement leurs intentions. Ni négociation, ni consultation, le ministre Woerth distille des paroles calibrées, des propos chuchotés, pour mener la dissimulation jusqu'à l'extrême limite.

J'accuse le vicomte Sarkozy de Nagy Boksa d'abus de biens sociaux, de politique de rigueur dissimulée. La rigueur, c'est à la fois rétrocéder au privé le pactole du budget de l'assurance sociale vieillesse, et de programmer une baisse du pouvoir d'achat en réduisant de façon draconienne les pensions et les salaires.

L'abus de biens sociaux tient dans l'art de disposer du produit intérieur brut de la France pour renflouer le système financier privé au détriment du peuple. Krach des banques, effondrement de l'euro, spéculation sur la dette des Etats, chacun de ses rendez-vous a trouvé le vicomte-président au chevet de la finance, au garde à vous devant les maîtres des banques et les agences de notation.

Le vicomte président dispose des biens publics pour éponger la dette privée et en présenter la facture au peuple, à ceux qui l'ont élu également. Seuls sont intouchables les spéculateurs.

J'accuse le chevalier d'industrie Fillon d'acharnement récidiviste contre le régime social des retraites. En 2003 comme cette année, Fillon bâtit son œuvre destructrice au compte des bailleurs de fonds du régime. Il fait partie de l'état major du complot contre le régime social. C'est bien lui qui ordonne à son subalterne Woerth cette intention morbide d'individualiser la pénibilité après avoir circonvenu la médecine du travail. Sommés de justifier leur mauvaise santé, les salariés devraient passer en jugement devant des commissaires émissaires de Fillon.

Devant ces menées antisociales parées du mot de réforme, le peuple doit réhabiliter sa retraite sociale, conquise de haute lutte, refuser de la jouer en Bourse, rejeter l'épargne et s'épargner ainsi bien des misères.

Repoussons la réforme, régénérons notre système social solidaire de retraite, taxons la finance, déjouons leur complot !

Le 9 juin 2010